

S.E.M. Eugène BERG¹



ENTRE LA MER NOIRE ET LA CASPIENNE : UN NOUVEL AXE STRATÉGIQUE

Résumé : S'appuyant sur la vision utopique de Michel Chevalier d'une Méditerranée unie par les transports, le texte analyse le Caucase comme un espace de conflictualité et de recomposition géopolitique. La récente dissolution du Haut-Karabakh (2023) consacre la victoire militaire de l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie et Israël, et bouleverse l'équilibre régional. Ce conflit, hérité des décisions staliniennes et d'un long « gel », aboutit à un exode arménien et à une redistribution des rapports de force : l'Arménie, affaiblie, s'éloigne d'une Russie désormais contestée dans son rôle d'arbitre, tandis que la Turquie s'impose comme un contreponds majeur. La perspective d'un corridor de Zanguezour, reliant la Turquie à l'Azerbaïdjan, cristallise les enjeux énergétiques et les craintes de l'Iran. *In fine*, le Caucase devient un espace multipolaire où la Russie perd de son influence, laissant place à une compétition accrue entre puissances régionales et extrarégionales.

Mots-clés : Méditerranée, Michel Chevalier, Caucase, Mer Noire, Mer Caspienne, Haut-Karabakh, Arménie, Azerbaïdjan, Turquie, Israël, Russie, Iran, Corridor de Zanguezour, Iran, Enjeux énergétiques, Multipolarité.

BETWEEN THE BLACK SEA AND THE CASPIAN SEA: A NEW STRATEGIC AXIS

Abstract: *Drawing on Michel Chevalier's utopian vision of a Mediterranean united by transportation, this text analyzes the Caucasus as a space of conflict and geopolitical realignment. The recent dissolution of Nagorno-Karabakh (2023) cemented Azerbaijan's military victory, supported by Turkey and Israel, and disrupted the regional balance. This conflict, inherited from Stalinist*

1. Essayiste, enseignant, consultant, ex-Ambassadeur de France (1998-2006), du Pacifique, ex-Consul de France à Leipzig (1994-1998), spécialiste de la Russie et de l'Ukraine, auteur de *Ukraine. Les racines du conflit. Son impact sur les démocraties. Un nouvel ordre mondial ?* (Paris, Hémisphères/Maisonneuve et Larose, 2023, 460 p.).

decisions and a long period of relative stability, resulted in an Armenian exodus and a redistribution of power: a weakened Armenia distanced itself from a Russia whose role as arbiter was now being challenged, while Turkey emerged as a major counterweight. The prospect of a Zangezur corridor, linking Turkey to Azerbaijan, crystallized energy issues and Iranian concerns. Ultimately, the Caucasus became a multipolar space where Russia lost influence, giving way to increased competition between regional and extra-regional powers.

Key words: *Mediterranean, Michel Chevalier, Caucasus, Black Sea, Caspian Sea, Nagorno-Karabakh, Armenia, Azerbaijan, Turkey, Israel, Russia, Iran, Zangezur Corridor, Iran, Energy issues, Multipolarity.*

EN 1832, MICHEL CHEVALIER a écrit une série d'articles intitulée « *Le système de la Méditerranée* », où il a imaginé un espace de paix et de coopération entre l'Orient et l'Occident. Il a suggéré que le développement des transports, notamment les chemins de fer, transformera la Méditerranée en un lieu de prospérité et de paix. Chevalier a également envisagé une confédération méditerranéenne, cherchant à réconcilier les peuples divisés par des conflits historiques. Ces idées ont été fondamentales pour son approche géopolitique et économique de l'époque².

Il esquissait les contours d'une vaste région reliant la Méditerranée, la mer Noire et la Caspienne. Cette vision utopique n'a pas perdu de sa pertinence, tant ces divers théâtres de conflictualité et de coopération apparaissent liés.

Dans cette optique le Caucase est aujourd'hui l'une des régions les plus mouvantes du monde, situé au croisement des intérêts de la Russie, de la Turquie, de l'Union européenne, de l'Iran et, dans une moindre mesure, de la Chine. Depuis la fin du conflit du Haut-Karabakh en 2023, l'équilibre régional a profondément changé.

I – CONFLICTUALITÉS CAUCASIENNES

Un des conflits gelés, qui se sont cristallisés à la suite de l'implosion de l'ex-URSS et de l'ancien bloc soviétique, vient de connaître un dénouement d'une rapidité spectaculaire. La dissolution autoproclamée du Haut-Karabakh, qui devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2024, a pris de court plus d'un observateur. Des recompositions géopolitiques sont à l'œuvre au Caucase et contribuent à modifier les rapports de force entre les États de la région.

2. Debrune Jérôme, « Le système de la Méditerranée de Michel Chevalier », dans *Confluences Méditerranée*, N° 36, éd. Association soutien à la revue Confluences Méditerranée, 2000/1, pp. 187-194, lien : <https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2000-1-page-187?lang=fr> (consulté le 10 juin 2026).



Centre-ville de Bakou (Azerbaïdjan)³.

3. Crédit : LSP1982, 2015 (source : iStock Photos)



Cœur d'Erevan (Arménie)⁴

Il faut remonter aux décisions de Joseph Staline, alors commissaire du peuple aux nationalités, pour comprendre la situation qui prévaut. Tout à son principe de « diviser pour régner », il rattache en effet, en 1921, le Haut-Karabakh, peuplé majoritairement d'Arméniens, à l'Azerbaïdjan.

Plusieurs décennies plus tard, en 1988, au moment où l'URSS commence à être soumise à des forces centrifuges, les députés arméniens du Haut-Karabakh demandent le rattachement de leur territoire à l'Arménie. De septembre 1988 à juin 1994, une guerre fait rage et fait environ 30 000 victimes. Elle entraîne le déplacement de 400 000 Arméniens et près d'un million d'Azerbaïdjanais, ainsi que l'occupation par l'Arménie d'environ 20 % du territoire azerbaïdjanais (le Haut-Karabakh, le corridor de Latchine et la rive gauche du fleuve Araxe). Depuis lors, en dépit de plusieurs résurgences de tensions armées, la situation s'est retrouvée bloquée dans son *statu quo*, d'où l'expression de « conflit gelé » souvent utilisée pour la qualifier. Entretemps, le Haut-Karabakh proclame son indépendance en 1991 qui ne sera jamais reconnue par quiconque.

4. Crédit : Rodo_Af (source : Erevan, Remontées mécaniques).

Le groupe de Minsk (Russie, États-Unis, France) créé en 1992 dans le but de favoriser une solution négociée ne parviendra pas à faire évoluer la situation, tant les vainqueurs semblaient hostiles à toute forme de compromis. L'enjeu est d'autant plus complexe que chacun des protagonistes se réclame de principes du droit international antinomiques. Droit à l'autodétermination des peuples pour les Arméniens, intangibilité des frontières et respect de la souveraineté pour les Azerbaïdjanais.

C'est l'aiguïsement des contradictions et l'impossibilité pour la partie azerbaïdjanaise d'accepter le maintien du *statu quo* qui permet de comprendre la guerre des 44 jours au cours de l'automne 2020. Renversement complet de situation, puisque l'Arménie et la république autoproclamée du Haut-Karabakh subissent une défaite cuisante. C'est tout d'abord la reconnaissance de la reconquête par Bakou de ses territoires illégalement occupés par l'Arménie depuis 1994 ainsi qu'une large partie du Haut-Karabakh. Pour ce qui concerne ce dernier, environ 80 % de sa superficie revient à l'Azerbaïdjan, sans que pour autant le statut à venir ne soit précisément défini pour les 20 % restants. Deux couloirs doivent être construits et placés sous la supervision russe : le premier reliera une zone spécifique du Haut-Karabakh à l'Arménie, remplaçant l'actuel couloir de Latchine, maintenant sous contrôle azerbaïdjanais, mais jamais appliqué; le deuxième sera entièrement nouveau et reliera le Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan. La mise en œuvre du cessez-le-feu est garantie par une force de paix russe de près de 2000 soldats. Enfin, la mise en place d'un centre russo-turc de vérification de l'application des termes de l'accord est prévue sur le territoire azerbaïdjanais. Pour autant, son mandat précis n'a jamais été totalement défini, et il semble que Moscou et Ankara n'en aient jamais eu la même interprétation.

La dernière séquence vient de se dérouler au cours du mois de septembre 2023. À la suite d'une opération éclair de 24 heures menée par l'armée azerbaïdjanaise le 19 septembre, les dirigeants du Haut-Karabakh capitulent rapidement et annoncent, le 28 septembre, qu'ils procèdent à la dissolution de leur république autoproclamée avec effet officiel le 1^{er} janvier 2024. Depuis lors, c'est un exode des habitants du Haut-Karabakh en direction de l'Arménie qui se produit. La tragédie humaine ne doit pas pour autant faire perdre la rigueur de l'analyse et le vocable de génocide utilisé par certains commentateurs ne semble guère efficient. *A contrario* se pose l'utilisation du terme de « nettoyage ethnique » pour décrire la situation actuelle, même si ce dernier ne relève pas d'une définition reconnue par le droit international.

Une redistribution des cartes géopolitiques est donc clairement à l'œuvre avec des perdants et des gagnants. Dans la première catégorie se trouvent évidemment la République d'Arménie et le territoire du Haut-Karabakh. L'*hubris* qui a prévalu après leur victoire de 1994, leur refus d'accepter négociations et compromis négociés au mépris du droit international et leur propension à ne pas constater le processus de réarmement de l'Azerbaïdjan au fil des ans, a un coût politique important. La Russie, pour sa part, évidemment concentrée sur le théâtre d'opérations militaires en Ukraine, n'a pas su prévenir le dénouement auquel nous avons assisté ces derniers jours. C'est certainement un coup rude pour Moscou, tant les dirigeants russes ont depuis des lustres tenu le Caucase comme leur pré carré. Les instances de régulation internationale, tout particulièrement en l'occurrence l'Organisation des Nations Unies (ONU) et le groupe de Minsk, ont-elles aussi malheureusement prouvé leur impuissance. L'Union européenne (UE) enfin, a montré sa pusillanimité en se contentant de jugements souvent moraux, mais peu opérationnels. Outre les divisions qui existent en son sein, l'accord de coopération stratégique dans le domaine de l'énergie, contresigné entre Ursula von der Leyen et le président Ilham Aliyev en juillet 2022, n'est peut-être pas étranger à l'aspect inaudible réservé à la politique de l'UE dans la région.

Parmi les gagnants, nous avons, en premier lieu, c'est une évidence, l'Azerbaïdjan qui a retrouvé la souveraineté sur l'ensemble de son territoire national et qui apparaît comme la puissance ascendante au Caucase. La Turquie, dont nous savons qu'elle a toujours soutenu Bakou dans ses revendications au nom du principe de « *une nation, deux États* » et a largement contribué à la modernisation des forces militaires azerbaïdjanaises au cours des dernières années. Israël enfin, qui tout à son obsession de contenir la puissance iranienne, n'a pas non plus ménagé son soutien à l'Azerbaïdjan.

Une des questions qui se pose désormais concerne la perspective de la création du corridor de Zanguezour qui permettrait de relier le Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan en passant par la province méridionale de l'Arménie, le Syunik. Ce corridor est d'une importance capitale, car il constituerait un lien direct entre la Turquie et l'Azerbaïdjan *via* le Nakhitchevan et donc entre mer Noire et mer Caspienne. Chacun peut aisément en comprendre les enjeux en matière d'hydrocarbures. Sans verser dans les fantasmes consistant à mettre en exergue de soi-disant projets panturquistes, il apparaît, de manière plus réaliste, que la concrétisation de ce corridor renforcerait considérablement l'influence de la Turquie dans la région. La question est de savoir si Ilham Aliyev saura résister à l'*hubris* de la victoire et

acceptera le principe d'une solution négociée avec l'Arménie. Dans le cas contraire, le risque serait fort de rentrer dans une nouvelle logique d'affrontements militaires, l'Arménie défendant dans cette hypothèse son intégrité territoriale.

Enfin, il faut mentionner la République islamique d'Iran, très préoccupée par les dernières évolutions. Non seulement parce qu'elle perçoit le renforcement de l'influence turque comme une concurrence avérée dans une région où la sienne propre reste forte et qu'il lui faut préserver. Mais aussi parce que la construction du corridor de Zanguezour, non loin d'une partie de sa frontière septentrionale, lui rendrait plus difficiles les relations traditionnellement bonnes avec l'Arménie et l'ouverture qu'elle lui permet conséquemment vers l'Europe. *Last but not least, les dirigeants iraniens restent attentifs aux évolutions de l'Azerbaïdjan, car environ 20 % de sa population est d'origine azérie et que Téhéran craint des aspirations irrédentistes potentielles.*

1. L'Azerbaïdjan est le grand gagnant de la décennie

L'Azerbaïdjan a repris le contrôle du Haut-Karabakh et apparaît désormais comme la puissance montante du Caucase du Sud. Soutenu par la Turquie, il bénéficie :

- de ressources énergétiques importantes (gaz et pétrole) ;
- d'une position stratégique sur les corridors de transport entre l'Asie centrale et l'Europe ;
- d'un rapport de force militaire favorable vis-à-vis de l'Arménie.

Bakou cherche désormais à transformer sa victoire militaire en avantage économique et géostratégique durable.

2. L'Arménie cherche à sortir de sa dépendance russe en se rapprochant de l'Europe

L'Arménie a été profondément marquée par la perte du Haut-Karabakh. Beaucoup d'Arméniens ont estimé que la Russie ne les avait pas protégés malgré leur alliance historique. Depuis 2024, Erevan s'est progressivement éloigné des structures de sécurité dominées par Moscou et renforce ses relations avec l'Union européenne, la France et les États-Unis.

L'enjeu majeur reste la normalisation avec l'Azerbaïdjan et l'ouverture éventuelle des voies de communication régionales.

3. La Géorgie reste tiraillée entre Europe et Russie

La Géorgie demeure officiellement tournée vers l'Europe, mais sa politique intérieure est devenue plus ambiguë. Une partie de la société soutient fortement l'intégration européenne, tandis que certains dirigeants privilégient une relation plus pragmatique avec Moscou.

Deux territoires séparatistes restent sous forte influence russe :

- Abkhazie ;
- Ossétie du Sud.

Cette situation empêche toute normalisation complète entre Tbilissi et Moscou.

II – LE JEU DES PUISSANCES RÉGIONALES

1. La Russie perd de l'influence, mais reste incontournable

La guerre en Ukraine a réduit les capacités diplomatiques et militaires russes dans le Caucase. Moscou conserve toutefois :

- des bases militaires ;
- une influence économique ;
- des réseaux politiques et sécuritaires hérités de l'époque soviétique.

La Russie n'est plus l'arbitre incontesté de la région, mais elle demeure un acteur essentiel.

2. La Turquie est devenue un acteur central

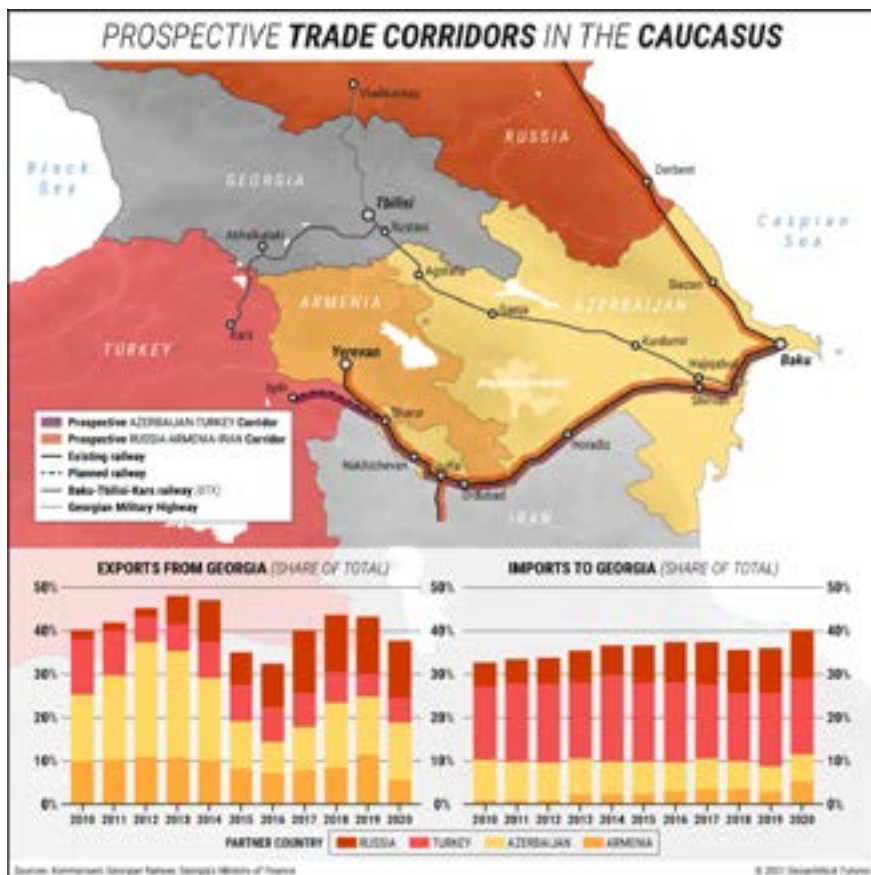
La Turquie est probablement le pays dont l'influence a le plus progressé ces dernières années. Son alliance avec l'Azerbaïdjan lui permet d'étendre sa présence :

- dans les transports ;
- dans l'énergie ;
- dans les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Asie centrale.

Ankara apparaît aujourd'hui comme le principal contrepoids régional à la Russie.

III – QUELLE PLACE POUR LES PUISSANCES EXTRARÉGIONALES ?

- 1 – États-Unis
- 2 – Chine
- 3 – UE
- 4 – Inde, Iran, autres
- 5 – Les corridors de transport



Prospective Trade Corridors in the Caucasus⁵

5. *Prospective Trade Corridors in the Caucasus* (carte), 2021. Sources : *Kommersant*, *Georgian Railway*, et ministère des Finances de la Géorgie.

Conclusion : le Caucase reste stratégique

Le Caucase est un carrefour entre :

- la mer Noire et la mer Caspienne ;
- l'Europe et l'Asie ;
- les réseaux énergétiques venant d'Asie centrale.

Les principaux enjeux pour les prochaines années sont :

1. la signature d'une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ;
2. l'avenir européen de la Géorgie ;
3. la compétition d'influence entre Russie, Turquie et Union européenne ;
4. le développement du « corridor médian » reliant la Chine et l'Asie centrale à l'Europe en évitant la Russie.

Le Caucase est passé d'une région dominée par la Russie à un espace beaucoup plus multipolaire, où l'Azerbaïdjan et la Turquie gagnent du terrain, l'Arménie cherche de nouveaux partenaires, et la Géorgie tente de maintenir son cap européen malgré les pressions russes. ■

Bibliographie :

- Chevalier Michel, *Système de la Méditerranée*, articles publiés en 1832, éd. Paris, Mille et une nuits, 2006, 96 p.
- Debrune Jérôme, « Le système de la Méditerranée de Michel Chevalier », dans *Confluences Méditerranée*, N° 36, éd. Association soutien à la revue Confluences Méditerranée, 2000/1, pp. 187-194, lien : <https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2000-1-page-187?lang=fr> (consulté le 10 juin 2026).
- *Prospective Trade Corridors in the Caucasus* (carte), *Kommersant*, *Georgian Railway*, et ministère des Finances de la Géorgie, 2021.